

Antiéconomie

André Gorz et la critique de la valeur

Par Franz Schandl

Mon exposé se concentre sur les derniers écrits de André Gorz. Il voudrait premièrement montrer comment ses positions se sont développées et radicalisées, et deuxièmement quelles affinités on peut constater avec ce qu'on appelle *la critique de la valeur*. Sont concernés avant tout :

le volume *L'immatériel* (2003) [cité I.], traduit en allemand dans une version refondue et augmentée, sous le titre *Connaissance, valeur et capital* (2004) [cité W.],

le recueil d'articles *Ecologica* (2008) [cité E.], traduit en allemand sous le titre *Comment sortir du capitalisme* (2009),

l'article « Penser l'exode de la société du travail et de la marchandise » (*Mouvements*, septembre 2007), traduction française de l'article publié en allemand sous le titre « Soyez réalistes, exigez l'impossible » (*Streifzüge* n°40, juillet 2007) et

les lettres qu'il m'a envoyées ainsi qu'à Andreas Exner, et qui ont après sa mort été publiées en novembre 2007 sous le titre « Au-delà de l'horizon de nos actions » dans *Streifzüge* n°41.

Tous ces écrits présentent un esprit à l'affût, très attentif, et qui fut jusqu'au bout un rebelle. Bien sûr, il ne s'agit pas d'assimiler maintenant Gorz à un courant particulier, voire de lui mettre une étiquette. Mais de montrer ce que furent ses préoccupations dans les dernières années. C'est pourquoi je vais le plus souvent possible laisser la parole à André Gorz lui-même, et donc je vais davantage le citer que le paraphraser [remarque : certaines citations, en particulier celles qui sont tirées de la traduction allemande de *L'Immatériel* et qui ne se trouvent pas dans la version française, ne renvoient pas à un texte français existant].

Ses lettres en particulier montrent un esprit vif et ouvert qui à l'occasion, et par modestie, a relativisé son importance bien plus qu'il n'est nécessaire. Il faut souligner que l'autocritique lui était familière, et en ce sens, il m'apparaît comme un auteur sans orgueil. Quand il y avait quelque chose à rejeter (par exemple le concept d' « économie duelle »), eh bien il le rejetait. « Dans ta dernière lettre [m'écrit-il le 7 novembre 2006], on évoquait la possibilité d'une réédition de quelques livres de moi qui sont épuisés. Je les ai rapidement examinés, et je suis d'avis qu'à côté de ce qui est encore valable, ils contiennent beaucoup (beaucoup trop) de choses obsolètes. Je préférerais essayer de rassembler un choix de textes classés de manière thématique, qui ferait au plus 300 pages. »

Le « je »

La question du « je » est importante pour Gorz, même si elle n'est pas toujours aussi centrale que dans *Le traître* (1956). En effet : « Ce n'est pas 'je' qui agit, c'est la logique automatisée des agencements sociaux qui agit à travers moi en tant qu'Autre, me fait concourir à la production et reproduction de la mégamachine sociale. C'est elle le véritable sujet. » [E. p. 12]. On en arrive ainsi à ce que « le travailleur réduit à une marchandise ne rêve que de

marchandises. » [E., p. 134] Le rêve de cette marchandise qu'est la puissance de travail, c'est le pouvoir d'achat. Dans leur assurance de somnambule, les revendications syndicales sont centrées là-dessus, et sur rien d'autre.

Pour André Gorz, le sujet n'était pas présumé mais opposé. « En fait, ce qu'on en en propre, [écrit-il le 3 décembre 2003], ce n'est que la distance qu'on conserve vis-à-vis de l'Autre avec qui on est socialisé. » Le « je » pour lequel il s'est battu était une possibilité qu'il fallait conquérir et conserver, ce n'était pas quelque chose de donné. Le « je » n'est pas un simple donné, il doit se forger soi-même en se démarquant de ce qu'on exige qu'il soit.

« La grande question, c'est : Que voulons-nous faire de notre vie ? » [E.] Et surtout ne rions pas, car cette question justement, qui pourtant nous est plus proche qu'aucune autre, est totalement refoulée par ce qu'on voudrait devenir, par la carrière qu'on envisage, ou tout simplement par ce qu'on fait pour « s'en sortir ». Les réponses que l'on donne doivent prendre la forme de carrières désirables, et se subordonner à leurs exigences. Le « je » disparaît sous les rôles, sous les masques ou, mieux encore, sous [ce que Marx appelait] les *Charaktermasken* : les personnages de théâtre.

La question à se poser, c'est : « qu'est-ce que nous voulons vraiment ? », et il ne faut justement pas confondre le *on veut* avec un *il faut*, qu'on aurait transformé ou formaté. Dès son essai « Le vieillissement » [1961, republié dans l'ouvrage *Le Traître*, 1958, réédité en Gallimard/folio en 2005], Gorz écrit qu'il ne faut pas permettre que la vie soit telle «qu'on ne fait jamais ce qu'on veut et qu'on n'a jamais voulu ce qu'on a fait » [p. 396]. Sans aucun doute, cette maxime normative est bien trop souvent, par la force de la réalité des faits, rejetée, comme tout ce qu'il est impossible de faire. Et pourtant elle increvable, toujours elle ressurgit. « Avons-nous besoin de ces consommations ? » (E. p. 93) « Nos désirs et nos besoins sont amputés, formatés, appauvris par l'omniprésence des propagandes commerciales et la surabondance de marchandises. Marchandises nous-mêmes en tant que, désormais, nous avons à 'nous vendre' nous-mêmes pour pouvoir vendre notre travail, nous avons intériorisé la logique propre au capitalisme : pour celui-ci, *ce qui* est produit importe pour cela seulement que cela rapporte ; pour nous, en tant que vendeurs de notre travail, ce qui est produit importe pour autant seulement que cela crée de l'emploi et distribue du salaire. Une complicité structurelle lie le travailleur et le capital : pour l'un et pour l'autre, le but déterminant est de 'gagner de l'argent', le plus d'argent possible. L'un et l'autre tiennent la 'croissance' pour un moyen indispensable d'y parvenir. L'un et l'autre sont assujettis à la contrainte immanente du 'toujours plus', 'toujours plus vite' » (E., p. 115) Disons les choses de manière très primitive : le travailleur de chez Porsche veut rester un travailleur de chez Porsche, il ne veut pas la disparition de Porsche, et encore moins celle des voitures ou celle du travail. L'idée de faire la « grève des produits » comme le suggérait par exemple Günther Anders, est très loin du travailleur en tant que travailleur.

Ce qui est sûr, c'est qu'André Gorz a abandonné toute vénération du travail, et toute croyance dans la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière. Il ne s'agit pas de « réaliser pleinement » le statut de travailleur, mais de rompre avec le statut de travailleur. Et en effet, c'est une rupture paradigmatique avec les prémisses du vieux mouvement ouvrier. Une bonne partie de la gauche s'en est émue, et pour cette raison a voulu le regarder comme un renégat. Gorz résume sa position ainsi : « Adieux [au prolétariat, 1980] n'avait rien d'une critique du communisme, au contraire. » (E., p. 18) C'était plutôt un règlement de compte avec le marxisme vulgaire, de la social-démocratie aux maoïstes.

Pour lui, ce qui est fondamental, c'est l'identité du travail et du capital : « *Travail et capital sont fondamentalement complices par leur antagonisme pour autant que 'gagner de l'argent' est leur but déterminant.* » (E., p. 133) La différence entre travail et capital est une différence au niveau de la valorisation. Aucun des deux ne remet en cause le rapport c/v [capital/profit] ; ce qu'ils remettent en cause, c'est sa proportion : chacun lutte pour la part qu'il reçoit, pour obtenir une plus grande part. La lutte des classes est toujours immanente au système. Elle n'a *en soi* aucune potentialité pour le *dépasser*. Si le capital ne se valorisait pas, le travail salarié ne pourrait recevoir de salaire prélevé sur ce que produit le travail salarié pour le capital. En tant que travailleur, le travailleur a intérêt au maintien de ce rapport, pas à son abolition.

Connaissance et valeur

L'une des réflexions fondamentales d'André Gorz, c'est que la connaissance est devenue la principale force productive de la société. Mais « la connaissance, à la différence du travail social général, est impossible à traduire et à mesurer en unités abstraites simples. Elle n'est pas réductible à une quantité de travail abstrait dont elle serait l'équivalent, le résultat ou le produit. Elle recouvre et désigne une grande diversité de capacités *hétérogènes*, c'est-à-dire *sans commune mesure*. » (I., p. 33-34)

La connaissance résiste à la valorisation, ce n'est que par la contrainte qu'on peut la comprimer dans le corset de la valeur et du prix : « La connaissance n'est fondamentalement pas adaptée à son usage comme marchandise. Ses coûts d'entretien sont la plupart du temps impossibles à évaluer, sa valeur marchande ne peut pas être mesurée par le temps socialement nécessaire qui a été dépensé pour sa production. Personne ne peut déterminer où commence et où s'achève le travail producteur de connaissances dans l'ensemble de la société. » (W., p. 11) « Le coût marginal des logiciels étant très faible ou même négligeable, [la connaissance] peut économiser beaucoup plus de travail qu'elle n'en a coûté, et cela dans des proportions gigantesques, inimaginables il y a peu de temps encore, *elle détruit immensément plus de 'valeur' qu'elle ne sert à en créer*. Autrement dit : elle économise des quantités immenses de travail social rémunéré et par conséquent diminue ou même annule la valeur d'échange monétaire d'un nombre croissant de produits et services. » (I., p. 46-47) Finalement le capital, que le travail salarié veut abolir, s'ôte à lui-même sa propre base.

De telles positions ne sont pas très éloignées de la pensée critique de la valeur, par exemple quand l'auteur écrit : « La valeur (d'échange) des produits tend à diminuer et à entraîner, tôt ou tard, la diminution de la valeur monétaire de la richesse totale produite, ainsi que la diminution du volume des profits. » (I., p. 47) Pour Gorz, la question centrale reste sans réponse : « Comment la société marchande peut-elle continuer à exister, alors que la production de marchandises valorise toujours moins de travail et qu'elle met toujours moins de moyens de paiement en circulation ? » (W. p. 48)

Sa perspective est claire : « Toute la connaissance formalisée peut être séparée de sa base matérielle et humaine, et être, sous forme de *software*, reproduite pratiquement sans rien coûter et être utilisée sans limite dans des machines disponibles partout. Plus cela prend de l'extension, et plus s'accroît son utilité sociale. En revanche, sa valeur marchande disparaît au fur et à mesure que s'accroît son extension et elle tend vers zéro : elle devient un bien commun accessible à tous. Une authentique économie de la connaissance serait un communisme de la connaissance, dans lequel les relations d'échange et les relations monétaires seraient superflues. » (W. 10-11) C'est le but.

« L'économie de la connaissance se donne ainsi pour base une richesse ayant vocation d'être un bien commun, et les brevets et les *copyrights* censés le privatiser n'y changent rien : l'aire de la gratuité s'étend irrésistiblement. L'informatique et Internet minent le règne de la marchandise à la base. Tout ce qui est traduisible en langage numérique et reproductible, communicable sans frais, tend irrésistiblement à devenir un bien commun, voire un bien commun universel quand il est accessible à tous et utilisable par tous. » (E., p. 37) « Les connaissances ne sont pas des marchandises comme les autres. » (E., p. 158). Ici, André Gorz utilise, pour parler de biens universels, des mots analogues à ceux qu'utilisent des auteurs critiques de la valeur comme Ernst Lohoff et Stefan Meretz ; résumons : « La création de richesses ne se laisse plus mesurer en termes monétaires. » (E., p. 159)

Antiéconomie et communisme

Cela n'a rien à voir encore avec le communisme. « Mais le communisme, ce n'est ni le plein emploi, ni le salaire pour tout le monde, c'est l'élimination du travail sous la forme socialement et historiquement spécifique qu'il a dans le capitalisme, c'est-à-dire du travail emploi, du travail marchandise. » (E., p. 18) Il faut que disparaissent l'argent, le travail et la marchandise : c'est le message, et il ne pourrait pas être plus radical. « Seule une économie affranchie de la loi de la valeur peut permettre la production au service du développement humain au lieu de mettre les hommes au service de la production de marchandises. » (E., p. 113)

Déjà en 1983, André Gorz écrivait dans *Les chemins du Paradis* : « mon point de départ a été que la révolution microélectronique permet de produire des quantités croissantes de marchandises avec toujours moins de travail salarié producteur de capital, de sorte que le capitalisme, tôt ou tard, doit se heurter à ses limites internes. »

Et aujourd'hui il dit : « C'est le capitalisme lui-même qui, sans le vouloir, travaille à sa propre extinction. » (E., p. 116). La plus grande part des profits a pour origines des opérations financières, et donc, de manière délibérée, n'est pas le résultat de ce que produisent les entreprises. La création d'« argent sans substance » (E., p. 111) est à la base des diverses spéculations et des bulles qu'elles entraînent. De manière compréhensible par tout le monde, on en tire le concept de *capital fictif* : « L'économie réelle devient un appendice des bulles spéculatives entretenues par l'industrie financière. Jusqu'au moment, inévitable, où les bulles éclatent, entraînant les banques dans des faillites en chaîne, menaçant le système mondial de crédit d'effondrement, l'économie réelle d'une dépression sévère et prolongée. » (E., p. 28) Remarquons que ces lignes ont été écrites en 2007, et donc à une époque où florissait une économie qui était solide et saine. Du moins le prétendait-elle.

Dans ses derniers écrits, André Gorz revient toujours sur des auteurs (concrètement : Moishe Postone, Robert Kurz, Ernst Lohoff, Andreas Exner, Stefan Meretz, etc.), que l'on peut tous, plus ou moins, ranger dans le courant dit de *la critique de la valeur*. Robert Kurz par exemple est cité et approuvé quand il écrit ceci : « La lutte pour des gratifications immanentes au système, pour de l'argent, pour des transferts des dépenses à l'Etat, et pour refuser de participer à la gestion de la crise...continue à être indispensable à un mouvement de libération ». Mais « le contenu de ce mouvement ne peut être que la critique catégorielle de la forme du lien social dans le système moderne de production des marchandises... Le but n'est plus un Etat national oeuvrant pour l'intérêt des travailleurs et une économie régulée, mais la

société mondiale au delà du marché et de l'Etat... » « Ce qu'il faut, c'est la rupture catégorielle, c'est-à-dire le passage d'une lutte pour les intérêts vitaux, interne aux catégories existantes à l'abolition de ces catégories. Il faut supporter la tension présente entre ces deux aspects. » (Robert Kurz, *Das Weltkapital [Le capital-monde]*, 2005, p. 470-472).

André Gorz lui aussi parle de manière affirmée d'une « rupture catégorielle ». Alors que dans les années 80 il voulait encore financer le travail autonome à partir du travail hétéronome, le revenu fondamental à partir du travail salarié, alors qu'il parlait de l'idée que l'Etat et l'économie étaient indépassables, il a entre temps abandonné ce point de vue. Dans son dernier livre et dans ses dernières lettres, il en parle aussi à plusieurs reprises sous la forme d'une autocritique. Le plus souvent, dans ses lettres, il est question de « nous ». « C'est bien trop tard que j'ai découvert le courant de la critique de la valeur » (lettre du 5 juillet 2007), écrit-il pour résumer, c'est-à-dire deux mois avant sa mort.

L'oeuvre de Gorz est empreinte de confiance et d'optimisme. Avoir une perspective, c'était pour lui un commandement, toujours, même si de ce fait, il avait tendance à poser des jugements hâtifs et des projets utopiques. A la différence d'un Theodor Adorno par exemple, qui toujours s'est contraint à un interdit de la représentation, Gorz n'a jamais voulu s'y contraindre. Toujours il avait tendance à lancer des concepts et à esquisser des perspectives. Non pas que le scepticisme lui ait été complètement étranger, mais dans ses écrits, André Gorz était un auteur emprunt d'une certaine euphorie. Ce qui présente l'avantage que l'on se pose toujours les questions pressantes : « Que faire ? » ou « Où est le chemin ? », mais qui en revanche présente l'inconvénient qu'à l'occasion, on se fourvoie franchement. André Gorz en a toujours pris le risque. Ce n'est qu'ainsi qu'on peut comprendre un titre comme *Les chemins du Paradis*. Mais en cela, il est sans doute très proche de son ancien mentor Jean-Paul Sartre qui pensait lui aussi que « les difficultés d'une situation et les peines qu'elle suscite ne sont pas des raisons pour ne pas penser à un autre état des choses qui permettrait que le monde aille beaucoup mieux ; au contraire, dès que l'on peut imaginer un autre état des choses, une autre lumière tombe sur nos peines et ainsi, nous décidons ce qui nous est insupportable. » (Sartre, d'après la notice « Existentialisme » de Wikipédia).

Le souhait d'une grande transformation s'est encore renforcé dans les derniers écrits d'André Gorz. Si l'on lit les extraits ici rassemblés dans leur succession chronologique, c'est parfaitement évident. Dans ses derniers écrits, Gorz a fait le pas vers une « antiéconomie » (*E.*, p. 119), qu'il nomme une « économie de la gratuité » (*E.* p. 119). Il affirme que « l'époque de la gratuité se prépare de manière ininterrompue ». « La société présente n'est pas la seule possible et son mode de fonctionnement n'a rien d'une nécessité objective. » (*E.*, p. 96). « C'est que tout aura changé : le monde, la vie, les gens. » (*E.*, p. 86), dit Gorz. Et Sartre dit : « On trouvera une sortie ».